

1<sup>er</sup> MAI ANARCHISTE 1995  
Paris - 10 h - place des Fêtes (19<sup>e</sup> arr.)  
Bruxelles - 13 h - Centre libertaire (65, rue du Midi)

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

AVRIL 1995

N° 996

10,00 F



## Droit à l'avortement et à la contraception... ON CONTINUE !

LA COORDINATION des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac), à laquelle la Fédération anarchiste participe, n'a cessé depuis 1990 d'alerter, d'informer et d'agir pour que ce droit si chèrement acquis de maîtriser sa fécondité ne soit éliminé. Les dernières manifestations ont rassemblé des femmes et des hommes déterminés à défendre le droit à l'avortement et à la contraception : réussite par le nombre et l'ambiance à l'Auditorium des Halles le 28 janvier dernier pour fêter les vingt ans de la loi relative à l'avortement, fréquence plus importante lors des diverses initiatives autour du 8 mars, journée internationale de luttes des femmes.

Mais les opposants, Christine Boutin en tête, ne désarment pas et continuent à déposer des projets de loi visant au déremboursement de l'IVG et requérant un statut pour l'embryon, ou encore manifestant à près de 10 000 à Paris en janvier « pour la vie » et contre l'« holocauste » que représente l'avortement.

La dernière rencontre nationale de la Cadac les 25 et 26 mars témoigne de cette pugnacité : un ordre du jour chargé pour des perspectives ouvertes sur l'action. Ainsi, la discussion s'engagea sur une critique de la stratégie menée quant aux procès des auteurs des actions de commando anti-avortement : à quoi servent-ils puisque les peines retenues ne s'avèrent pas dissuasives si ce n'est de permettre aux opposants de développer une campagne

politique. Mais par ailleurs que faire d'autre puisque les multiples contre-manifestations des défenseurs du droit de choisir, comme à la clinique Ordener à Paris très régulièrement le samedi matin (les filices préviennent la direction de la clinique qui appelle une militante du Collectif XVIII<sup>e</sup>) n'aboutissent pas non plus à faire cesser ces suppôts de l'ordre moral ? Pour le moment, ce qui est retenu c'est de déclencher un vrai procès politique en réouvrant le débat sur le droit à l'avortement : de tout faire pour que ce soit une puissante tribune politique. Quand

on sait que le 15 février 1995, à l'hôpital Béchère (Hauts-de-Seine), haut lieu des procréations médicalement assistées, les « sauveteurs » ont pénétré dans le bloc opératoire au cours de la réalisation d'une interruption volontaire de grossesse, il y a de quoi se révolter ; aux Hospices civils de Lyon, le 25 janvier, deux consultantes ont été protégées en se cachant dans des WC !

Diverses initiatives dans les centres d'IVG et dans les centres de planification sont envisagées

(suite p. 8)



## Les constats lucides de Noam Chomsky

Linguiste renommé, Noam Chomsky est aussi un intellectuel contestataire, car libertaire. De la guerre du Viêt-nam au « nouvel ordre mondial », il a passé le plus clair de son temps à dénoncer la politique américaine.

Le journal anarchiste portugais *A Batalha* l'a interviewé sur les problèmes de notre temps. Notre journal se devait d'en faire l'écho.

*A Batalha* : Vous êtes très critique au sujet des médias américains et vous considérez ceux des Européens plus démocratiques. Quelles sont les principales différences, en terme démocratique, entre les médias européens et américains ?

Noam Chomsky : je ne pense pas que les médias européens soient plus démocratiques que les médias américains, ni plus sérieux sur d'autres aspects. Ils sont plus variés, mais de toute façon il est impossible de faire de grandes généralisations...

*A Batalha* : Le Moyen-Orient est une de vos préoccupations principales. Les Etats-Unis et Israël se sont toujours opposés à une solution diplomatique pour résoudre le problème. Quelles sont les raisons du récent changement d'attitude ? Pensez-vous que les Etats-Unis et Israël vont substituer, au contrôle militaire et politique des territoires occupés, un contrôle économique ?

Noam Chomsky : Les Etats-Unis et Israël se sont toujours montrés favorables à une solution diplomatique au Moyen-Orient, mais avec

leurs seules conditions. Celles-ci ne furent pas acceptées par le reste du monde. Durant près de vingt ans, les Etats-Unis ont tout simplement refusé tout droit des Palestiniens à l'auto-détermination. Ils se sont refusés à accepter la résolution 242 de l'ONU dans les termes fixés par l'opinion internationale, et par les Etats-Unis, d'ailleurs, de 1957 à 1971 : celle-ci appelait à la paix, en réponse à une évacuation complète et avec un minimum d'ajustements mutuels.

Pour cela, les Etats-Unis ont dû : s'opposer aux résolutions du conseil de sécurité ; voter seuls avec Israël contre les résolutions de l'assemblée générale ; bloquer toutes les initiatives diplomatiques depuis la proposition de Sadate, en février 1971, d'un traité de paix sur la base de la résolution 242 de l'ONU... A cause du pouvoir très fort de la propagande des Etats-Unis, la majeure partie de

ces faits furent étouffés et à ce moment l'Europe était tellement subordonnée aux Etats-Unis que les Européens ont oublié ce qu'ils défendaient par le passé.

Cela a continué jusqu'en 1990. L'ultime résolution de l'ONU (144-2), appelant une fois de plus à une solution diplomatique, fut bloquée par les Etats-Unis en décembre 1990. Après la guerre contre l'Irak, l'Europe a confié la région aux Etats-Unis et n'a pas pris de positions indépendantes. Les pays non alignés se sont retrouvés en pleine confusion et la Russie s'est relativement trouvée sous la dépendance américaine, ainsi que la Grande-Bretagne. Pour cela les Etats-Unis sont entrés en action à l'automne 1991, à Madrid, en imposant unilatéralement leur programme sur la région. Cela fut consacré en 1993-94, avec l'appui, cette fois, de la Norvège.

(suite p. 2)

T 2137 - 996 - 10,00 F



FOP 9520

# Les constats lucides de Noam Chomsky

(suite de la « une »)

Les accords actuels sont basés sur le présupposé explicite qu'Israël ne se retirera des territoires occupés que quand elle le jugera et avec ses propres conditions. Ainsi, à partir du moment où fut signée la déclaration de principe (DP), en septembre 1993, la colonisation et la confiscation des terres, en territoires occupés, augmenta rapidement, avec l'appui financier des Etats-Unis. A ce moment, Israël contrôlait près de 75% de la marge occidentale, près de 35% du territoire et probablement toute l'eau. Dans la déclaration de principe, aucun mot sur le droit des Palestiniens à l'auto-détermination parce que les Etats-Unis n'ont jamais admis cela...

J'ai écrit sur cette situation qui dure depuis vingt ans (voir mon récent livre : *World orders, old and new*).

**A Batalha :** Quels sont, selon vous, les principales causes de la recrudescence des mouvements fondamentalistes islamistes dans le monde arabe, par exemple en Algérie ou en Egypte ? Pensez-vous que ces mouvements ont des causes locales ou résultent d'un fanatisme religieux ?

**Noam Chomsky :** Je serais prudent avant d'employer des mots comme « fanatisme religieux » et « fondamentalisme ». Je pense qu'un des pays les plus fundamenta-

listes qui soit, ce sont les Etats-Unis, peut-être à égalité avec l'Iran. Le régime fondamentaliste islamiste le plus extrémiste au monde, c'est l'Arabie Saoudite, un allié intime des Etats-Unis, et qui n'est pas considéré comme un problème parce qu'il est aux ordres. De même, un des fondamentalismes islamistes le plus extrémistes et fanatique qui soit est Gulbuddin Hekmatyar, qui reçut, dans les années 80, en provenance des Etats-

«...les Etats-Unis et ses satellites n'ont rien contre le "fondamentalisme" islamiste...»

Unis et de l'Arabie Saoudite, près de six millions de dollars et de grandes quantités d'armes, alors qu'il transformait l'Afghanistan en un gigantesque centre de trafic de drogue, et qu'aujourd'hui il met en pièces ce qu'il reste du territoire dévasté. D'une façon générale, les Etats-Unis et ses satellites n'ont rien contre le « fondamentalisme » islamiste ou d'un autre type. Ce qu'ils craignent, ce sont les personnes qui tentent d'agir de façon indépendante. Cette règle s'applique à l'Eglise catholique. Les Etats-Unis ne sont ni pour ni contre. Les éléments de l'Eglise qui adoptent « la préférence pour les pauvres » doivent être objective-

ment éliminés, si nécessaire par la terreur et la violence. Ceux qui adoptent « la préférence pour les riches » sont excellents. Les raisons du développement des mouvements fondamentalistes dans le monde arabe sont très simples. Les mouvements séculiers ou bien furent détruits ou se sont auto-détruits. Seuls les fondamentalistes islamiques ont quelque chose à offrir à la population. Quand on vit dans un bidonville du Caire et qu'on a un enfant à l'article de la mort, on peut l'emmener dans une clinique dirigée par des islamistes fondamentalistes. Les gouvernements sont trop corrompus pour offrir quoi que ce soit. Ces mouvements offrent une certaine vision qui prend en compte ce dont les personnes ont besoin...

Cela est une description un peu simpliste, due au manque de place dans l'article, mais je pense que c'est le fond du problème.

**A Batalha :** Quelles sont, selon vous, les principales causes de la guerre dans l'ex-Yougoslavie et qu'elles pourraient-elles être les solutions ?

**Noam Chomsky :** Les guerres dans les Balkans ont de multiples causes. Les principales sont de nature interne, mais les actions des puissances extérieures ne contribuent pas à améliorer la situation, ceci pour poser le problème en termes modérés. La reconnaissance internationale de la Croatie ne tenait pas compte du fait qu'il y avait une grande opposition de la part de l'importante minorité serbe. La Bosnie fut reconnue, sans que l'on tienne compte du fait qu'elle était séparée en trois parties et que même s'il existait une forte composante multi-ethnique cela n'avait pas une grande influence sur les paysans montagnards serbes qui craignaient la domination musulmane. Il est probable que tout cela ajouté au comportement du gouvernement serbe a abouti à la guerre. Avant, il était peut-être possible d'améliorer la situation. Mais il est difficile, actuellement, de penser à une solution qui ne soit pas

horrible. Je n'ai entendu personne qui ait des idées sensées pour améliorer la situation...

**A Batalha :** Ces dernières années, on a assisté à la résurgence des idées fascistes, nationalistes et racistes. Actuellement, le problème n'est plus limité à l'action des petits groupes isolés et l'appui populaire à Jirinovski, en Russie, ou à Berlusconi, en Italie, sont peut-être des signes comme quoi nous sommes devant un problème aux dimensions larges. Pensez-vous que les situations de crise économique et sociale soient propices au développement des mouvements anti-démocratiques, comme cela est arrivé en Allemagne après la Première Guerre mondiale ?

**Noam Chomsky :** Il y a près de vingt ans que le monde s'achemine vers une société divisée en deux, semblable au modèle du tiers monde, avec des îlots de grandes richesses et de privilégiés dans une mer de pauvreté, avec une population croissante superflue, sans droits et qui ne contribue pas à la création de profits. Les proportions sont différentes dans un pays riche comme les Etats-Unis ou dans un pays pauvre comme le Mexique, mais les structures qui se développent sont très ressemblantes. Les raisons sont assez claires : depuis les années 70 il y a eu une accentuation accélérée de la mondialisation de l'économie, avec l'accumulation d'un énorme pouvoir dans les mains des entreprises transnationales, qui sont des institutions incroyablement totalitaires. Il y a eu aussi une explosion du capital

«...les salaires ont diminué depuis l'ère Reagan... Simultanément, la revue Fortune a fait état de profits spectaculaires.»

et une modification de sa composition. En 1970, 90% du capital dans les échanges internationaux, venait du commerce et de l'investissement, de l'économie réelle, et 10% de la spéculation. En 1990, ces chiffres doivent être inversés. En 1994, le capital de spéculation est évalué à 95% et son taux de croissance est le plus fort jamais enregistré. Cette évolution était déjà claire dans les années 70. En 1978, James Tobin, lauréat du prix Nobel d'économie, a proposé la création d'un impôt afin de réduire le capital spéculatif, qui conduisait le monde à un équilibre entre la basse croissance, les bas salaires et les profits élevés. C'est cela qui est arrivé, avec la possibilité de transférer la production vers l'étranger, ce qui constitue une arme puissante contre les travail-leurs. La fin de la guerre froide, qui a fait que les pays de l'Est sont retournés à leur traditionnel statut tiers-mondiste, offre au pouvoir patronal

occidental de nouvelles armes contre la population nationale.

Dans cette situation, il est naturel que le pouvoir veuille réduire tout ce qui le menace : les droits de l'Homme, la liberté et la démocratie qui furent conquises par les luttes populaires durant un siècle. C'est cela qui arrive, de façon accentuée, aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne.

Pour la grande majorité, c'est un désastre. Par exemple, aux Etats-Unis, les salaires ont diminué depuis l'ère Reagan... Simultanément, la revue Fortune a fait état de profits spectaculaires. Tout cela a été orchestré par des batailles propagandistes assez impressionnantes qui ont laissé les personnes extrêmement confuses, sans espoir, frustrées et révoltées. Les intellectuels libéraux et la presse, et aussi la « gauche », ont contribué à cette entreprise.

C'est une situation très dangereuse qui peut exploser et donner naissance à des horreurs, à moins que ne se créent des alternatives construites qui répondent aux nécessités et préoccupations populaires.

**A Batalha :** Beaucoup de gens pensaient qu'avec la chute de l'URSS et des régimes socialistes, il y aurait un nouvel intérêt pour l'anarchisme. Cela ne s'est pas réalisé. Pensez-vous que les anarchistes soient responsables pour n'avoir pas su se présenter comme alternative... ?

**Noam Chomsky :** Qui sont les anarchistes qui n'ont pas su se présenter comme une alternative ? C'est vrai qu'il en existe quelques uns. Par exemple, il y a avait beaucoup à espérer de la CNT espagnole. Mais il faut se rappeler qu'il n'existe pratiquement pas d'intellectuels anarchistes, pour les raisons simples que l'anarchisme n'offre pas aux intellectuels une quelconque position de pouvoir et de privilèges.

Les anarchistes ont tout de même une part de responsabilité, car les sentiments anarchistes sont trop disséminés. Cependant, il y a des possibilités de les articuler de façon constructive, et à l'image de ce qui s'est passé dans les mouvements populaires, représenter un caractère libérateur et faire en sorte que les anarchistes soient attractifs.

**A Batalha :** Que doit être aujourd'hui l'action des anarchistes et de leur presse ?

**Noam Chomsky :** Les mêmes que de tout temps : aider les personnes à contrôler leur propre vie, et à comprendre le monde où elles vivent, et à s'auto-organiser pour détruire l'autorité illégitime... comme cela a toujours été. ♦

Traduction de JOSÉ DA COSTA

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
libertaire

## Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

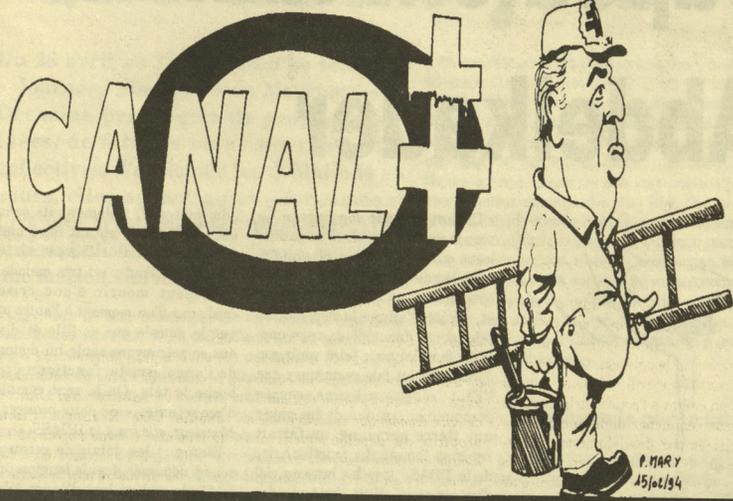
Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

# Télévision et contrôle social



**A** PRES UNE JOURNÉE de travail, de recherche d'emploi, ne sommes-nous pas tentés de nous assoir devant un téléviseur tout simplement pour penser à autre chose, pour ne plus penser du tout. Quoi de plus banal, et pourtant...

## Encerclés...

En cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, la télévision est présente dans presque tout les foyers. En 1990, une étude remarquait qu'elle « était si intégrée au quotidien que le fait d'allumer ne paraît pas constituer dans la majorité des foyers une réelle décision correspondant à un véritable choix ». Selon le dernier sondage Médiamétrie (fin 1994), les Français la regardent en moyenne 3 h 47 par jour. C'est ainsi qu'elle est arrivée dans les écoles sans que personne ne s'en émeuve. Et lorsque l'association « Les Pleds dans le PAF » déclara que « la présence physique d'une télévision dans une crèche réhabiliterait la télé dans son rôle éducatif auprès des parents qui en ont une vision honteuse » (1), de tels propos passèrent inaperçus.

Et dire que les associations de téléspectateurs se désolent de ce que le petit écran ne respecte pas sa devise prétendument originelle : « Informer, éduquer, distraire ». Heureusement ! Elle régirait alors tous les domaines de notre vie. Comme l'écrit très justement François Brune : « Pour bien parquer les gens dans leurs loisirs, il faut d'abord en occuper la majeure partie. La place prise par la télévision, dans la vie du Français moyen [...] est déjà un indicateur du "noyautage" de sa pensée par le petit écran. » (2)

## Manipulés...

L'information télévisée n'est rien d'autre qu'un spectacle. Le sang et les larmes, la misère et la pitié sont interchangeable à volonté selon les besoins du moment. Les massacres les plus horribles côtoient les résultats sportifs. Un fait divers est grossièrement exagéré, une catastrophe est

minimisée, un coup d'Etat est oublié, une invasion est reléguée dans les « Brèves », etc. On monopolise le temps d'antenne par un seul fait : la mort d'un pilote de Formule 1, les aventures politico-financières d'un opportuniste. C'est cette manière de présenter les « informations », ce brouillage des cartes qui favorise la manipulation. Tout se mélange. Le téléspectateur ne s'y retrouve plus. Comment sélectionner, analyser, cette avalanche de nouvelles et bénéficier du recul nécessaire face à tout événement. Si bien que l'individu ne trouve plus le temps pour sa propre réflexion. Et pourquoi chercher à comprendre s'il suffit de regarder des reportages en provenance des quatre coins de la planète préparés par des « professionnels de l'info ». D'après Gérard Leblanc : « D'une certaine manière, l'interprétation de l'actualité comme accumulation de désordre est nécessaire à l'Etat [...] L'Etat donne une image de stabilité qui devrait régner en toute chose. Il fournit un modèle de stabilité et d'équilibre dans un monde en proie à l'instabilité » (3). Le téléspectateur est persuadé de « savoir ». Assis dans son fauteuil, il « sait » de par sa seule présence devant un écran. Alors que rien n'est plus faux. Il y a toujours un décalage, une falsification, entre la réalité et l'image qu'en donne la télévision (4).

A la suite des inoubliables cas de désinformation (le « charnier de Timisoara », la « guerre du Golfe »), les journalistes s'empressèrent de faire leur mea-culpa. Le plus important n'était-il pas de reconnaître que ce n'étaient que de banals accidents de parcours sur ces routes sinueuses de l'information ? Puis, en oubliant des sondages indiquant la méfiance du public envers les médias, il s'agissait de lui reconnaître sa prise de conscience, afin qu'il reprenne peu à peu confiance en ceux-ci. Et ce fut ce qu'il advint. De faux charniers, de vrais massacres... que de mauvais rêves, affaires classées. A côté de ces faits les plus connus, il y a la désinformation sournoise, celle que l'on propage tous les jours sous couvert d'objectivité, celle qui annihile

petit à petit notre esprit critique ; celle qui légitime la société capitaliste. Et ce n'est pas quelques rares documentaires rétablissant une certaine vérité qui peuvent contredire le flot de désinformation (5).

De même, il ne faut pas sous-estimer toutes ces émissions : *reality show*, jeux... qui propagent insidieusement une certaine atmosphère, un code moral. Aujourd'hui, les feuilletons à la mode Dallas ont cédé la place à une version plus soft, comme *Hélène et les garçons*, série qui paraît insipide, édulcorée mais qui véhicule une ambiance aseptisée toute aussi nocive pour la santé mentale des téléspectateurs. Car il s'agit, une fois de plus, de s'identifier, d'idéaliser les héros qui se veulent proches des téléspectateurs.

Pour maintenir le spectateur devant l'écran, toute la palette de programmes se succèdent pour plaire au plus grand nombre. Rien n'est le fait du hasard, toute diffusion a un objectif précis. Certes, il y a quelques ratés, mais les programmes télévisés, dans leur ensemble, forment un tout : l'information forge le conformisme politique, les feuilletons modèlent le comportement culturel, la publicité légitime la surconsommation. Les individus baignent donc dans cette « ère de la communication » où l'on tente à tout moment de les noyer.

## Intégrés...

Cette mise en condition des populations s'effectue jour après jour. Insidieusement, l'idéologie dominante imprègne notre libre-arbitre. Les médias transmettent des codes de conduite, des règles morales, des croyances, des systèmes de valeur. D'une façon ou d'une autre, l'individu doit respecter les institutions et s'intégrer dans cette société. On y tolère le révolté — il faut que jeunesse se passe —, beaucoup moins le révolutionnaire. Et ça marche ! On accepte de travailler 39 h par semaine sans vraiment broncher, c'est « normal » ; on se retrouve licencié, c'est dommage ; on se résigne à choisir le futur président

parmi le trio Balladur, Chirac, Jospin. Et si l'on y croit guère, quelle importance ? Ce qui compte, c'est ce que disent les sondages.

La télévision entend déterminer et délimiter le cadre de notre propre réflexion. Libre à chacun d'être pour ou contre Bernard Tapie ou Jacques Gaillot. C'est ça la démocratie. Ce qui compte, c'est qu'ils monopolisent le débat. On ne compte plus les discussions qui se terminent par un virulent : « Je l'ai vu à la télé », comme argument de choc. Et pendant ce temps, que de conflits et d'événements passés sous silence alors que l'on évoque l'émission de la veille. La télévision est ainsi devenue un axe de référence à partir duquel s'articulent toutes les opinions, un moule dans lequel l'opinion publique vient se fondre pour en épouser les formes. Avant toute autre chose, il faut détourner l'attention, éviter que les gens parlent d'eux-mêmes, de leurs problèmes, de leur vie dans les usines. Ils pourraient prendre conscience qu'ils ont les mêmes intérêts. Dans les journaux comme à l'écran, l'intérêt de classe doit être occulté. N'ont-ils pas annoncé un beau matin la mort de la lutte des classes. Alors qu'on ne compte plus les chômeurs, les mal-logés, les RMistes.

## Aliénés...

Depuis le siècle dernier, les mécanismes de domination idéologique n'ont cessé d'évoluer et ont su s'adapter aux nouvelles conditions du moment. Aujourd'hui, le pouvoir s'est doté de nouveaux instruments, sachons les reconnaître pour mieux les contrer. Dans nos combats quotidiens, il ne faut donc épargner ni la télévision, ni les grands médias, ni la publicité qui participent de manière différente mais complémentaire au contrôle social des individus. Pour désamorcer toute contestation, on nous les présente comme un « progrès » de notre civilisation, au service de tous... flagrant exemple de manipulation ! Pour Jean Baudrillard : « Il est inutile de fantasmer le détournement policier de la TV par le pouvoir. La TV, c'est par sa présence même, le contrôle chez soi. Pas besoin de l'imaginer comme périscope espion du régime dans la vie privée de chacun, puisqu'elle est mieux que cela : elle est la certitude que les gens ne se parlent plus, qu'ils sont définitivement isolés face à une parole sans réponse. » (6) C'est ainsi que la télévision perturbe la communication au sein des familles et des groupes. C'est chacun chez soi pour regarder la même chose.

Le rôle de la télévision est tout simplement de rendre l'individu... spectateur, non seulement devant l'écran, mais également sur son lieu de travail et dans son quartier. Sa puissance est de désamorcer toute contestation : on peut montrer à l'écran des milliers de morts, d'affamés, d'exclus, de chômeurs... cela ne trouble plus personne. Le système capitaliste doit normaliser les individus, en faire une masse malléable, « flexible », comme on dit aujourd'hui, les tatouer de droite ou de gauche. Les limites de la réflexion et de l'action sont définies au préalable par le pouvoir, et gare aux moutons égarés.

Bien sûr, l'homme se doit d'être conscient, responsable de ses pensées et de ses actes. Mais par quel miracle, l'être humain peut-il résister au lavage de cerveau quotidien. Au siècle dernier, peu d'enfants échappaient à la religion, aujourd'hui moins nombreux encore sont ceux qui échappent à la télévision. Pire, ils en redemandent !

La télévision n'est évidemment pas l'unique vecteur de l'aliénation moderne. Inutile d'en faire un bouc émissaire. Reconnaissons seulement sa fonction dans la société d'aujourd'hui. Dénoncer l'aliénation dont les populations sont victimes a des degrés divers n'a rien de « dépassé ». Cela ne relève nullement de la « langue de bois », au contraire ! C'est une réalité qu'on ne perçoit plus guère, qu'on ne veut plus voir, à l'abri de notre « société de consommation ». Il y a près de dix ans, j'écrivais dans ce même journal : « La télévision ne fait que refléter le malaise d'aujourd'hui. Elle est partie intégrante de l'arsenal aliénant dont nous sommes victimes. Le rôle des médias dans notre société industrielle est la dépersonnalisation de l'individu et son uniformisation afin de le transformer en un parfait travailleur-consommateur indispensable à la survie du capitalisme » (7). Aujourd'hui, notre conclusion sera malheureusement la même. ♦

JEAN-CLAUDE PASCAL

(1) Paroles de J.-C. Bardout reproduites dans l'article « La télé, on veut la télé... », tiré de *Abécédaire, éveil culturel et petite enfance*.

(2) *La Revue* n° 4.

(3) 13 h-20 h - le monde en suspens.

(4) Un exemple ? Participez à une manifestation et, le soir, regardez le compte rendu au journal de 20 h.

(5) Par exemple sur la guerre du Golfe, l'invasion du Panama ou les essais nucléaires à Mururoa.

(6) Pour une critique de l'économie du signe.

(7) « Télévision : attention ! », *Le Monde libertaire* du 8 juin 1986.

(Lire « Téléscopage » de Mato-Topé, page 4.)

Conférence des groupes FA du 19<sup>e</sup> arr. de Paris  
 « Les Médias et le contrôle social »  
 vendredi 21 avril - 20 h  
 « L'Usine »  
 102, boulevard de la Villette  
 (M<sup>o</sup> Belleville ou Colonel-Fabien), 75019 Paris

# Pas de regroupement familial pour Abdelkader

DANS SA DJELLABA d'intérieur blanche, il a l'air d'un grand seigneur. Sur un plateau rond argenté, la gentille voisine nous apporte des gâteaux et du thé. Dans ce salon de HLM, face à une télévision qui marche toujours, bien qu'on en ait coupé le son, nous parlons de choses et d'autres. Il me présente sa fille de dix ans, dont l'ovale est si pur, qui m'embrasse de manière si gracieuse, avant de retourner faire ses devoirs. Il me raconte qu'il l'emmenait partout avec lui quand elle était bébé. D'une main, il tenait la poussette et de l'autre, la caisse à outils...

Abdelkader est un Algérien qui est arrivé en France en 1967. Il avait alors vingt-sept ans. Il a passé toute sa vie active ici, exerçant sa profession d'électricien jusqu'à l'âge de cinquante-cinq ans. Puis il a dû s'arrêter de travailler pour des raisons de santé, son insuffisance coronaire lui interdisant tout effort. Invalide à 80%, il touche une pension de 3 500 F par mois et habite un bel appartement dans une HLM.

Sa fille, il l'a élevée tout seul car sa femme est devenue folle peu de temps après la naissance de l'enfant. Elle a d'abord été internée en France, puis elle est retournée en Algérie, vivre dans sa famille. Il y a deux ans, Abdelkader s'est remarié avec une Marocaine dont il connaissait le frère. Il me confie que son épouse est une femme divorcée, qui avait épousé un cousin simplement dans le but d'obtenir un passeport. Le mariage n'avait



jamais été consommé. Il me fait comprendre que c'est seulement parce qu'elle était encore vierge qu'il avait accepté de la prendre pour femme. Autrement dit, pour Abdelkader, « café bouillu, café foutu ». J'enrage.

Pour faire venir sa femme en France, Abdelkader a fait une demande de regroupement familial auprès de la DDASS. Après six mois d'attente, on a rejeté sa demande au motif que ses ressources étaient insuffisantes. Il me dit qu'il est étonné de ce refus car l'agent de l'OMI, qui était venu visiter son appartement, avait eu l'air de

comprendre la difficulté de sa situation, et qu'il s'était pour ainsi dire engagé à faire aboutir sa demande. J'explique à Abdelkader la raison de cette contradiction. Depuis Pasqua, l'avis rendu par la DDAS en matière de regroupement familial est devenu uniquement consultatif. Le ministère des Affaires sociales continue d'effectuer l'enquête comme auparavant, mais c'est au préfet maintenant qu'appartient la décision finale. Je propose à Abdelkader d'aller voir ensemble un représentant de la DDASS que je connais et qui pourra peut-être nous donner des conseils.

Devant lui, sur son bureau, je pose le certificat médical du cardiologue qui dit que l'état de santé d'Abdelkader nécessite une aide constante dans la vie quotidienne et, à côté, j'aligne la décision de rejet de sa demande de regroupement familial pour faire venir son épouse. Je lui fais remarquer que l'Etat réaliserait une sacrée économie si, au lieu de lui payer une tierce personne, on faisait venir sa femme. Le fonctionnaire de la DDASS lève les bras au ciel d'un air navré. Il ne s'agit pas des mêmes ministères ! Le ministère de l'Intérieur n'en a rien à faire des dépenses qui concernent le ministère de la Santé et des Affaires sociales. Il sort d'un tiroir de son bureau une liasse épaisse de décisions de rejet envoyées à la DDASS par la Préfecture. Refus de regroupement familial parce que l'appartement est trop petit, alors qu'il y a suffisamment de mètres carrés. Refus de regroupement familial parce que les ressources sont insuffisantes, alors qu'elles sont supérieures au SMIC. Il nous énumère tous les abus de pouvoirs que commettent les préfets, qui exigent par exemple que les ressources soient égales à trois fois le montant du loyer. Il fulmine particulièrement contre un certain F.D., dont je tairai le nom pour n'avoir point d'ennuis, et qui est tristement célèbre sur la place de Paris. Il est certain qu'on pourrait faire appel contre ces décisions abusives mais il faut un an et demi pour passer devant le tribunal

administratif, tellement ils sont débordés. Alors, autant faire une nouvelle demande... J'insiste sur le fait qu'Abdelkader est très malade, qu'il peut mourir d'une crise cardiaque d'un moment à l'autre et que la pensée que sa fille de dix ans se retrouvera seule lui donne de l'angoisse. Le fonctionnaire hoche la tête. On le sent rempli d'amertume. « Si vous mourez, Monsieur, elle ira à la DDASS. »

Bien que les délais de recours soient dépassés depuis longtemps, je décide malgré tout d'écrire à la Préfecture pour contester la décision de rejet. Je déniche une bonne âme qui accepte de signer une prise en charge de 2 000 F par mois, afin que les ressources correspondent à ce que la loi exige et je joins à ma lettre les certificats médicaux. Un mois plus tard, ils répondent qu'ils acceptent de réexaminer le dossier. Auraient-ils enfin réalisé l'absurdité de la situation ? Mais nous nous sommes réjouis trop vite car, après deux mois d'attente, Abdelkader reçoit à nouveau une décision de rejet pour les mêmes motifs que la fois précédente. ♦

CLAUDE

N.B. : pour obtenir le regroupement familial, il faut, selon les lois en vigueur, un logement de 25 mètres carrés pour un couple + 9 mètres carrés par enfant. Quant aux ressources, elles doivent être égales au SMIC. Depuis Pasqua, le regroupement partiel n'est plus autorisé.

## TÉLÉSCOPAGE

# TF1 et les eaux de baignade

Un mardi, au journal de 13 h sur TF1, un sujet parmi tant d'autres, traité de manière conventionnelle : le ministère de l'Environnement donne le résultat des analyses effectuées sur la propreté des eaux de baignade en France. Quelques cartes et croquis ouvrent le reportage ; il s'agit de donner l'illusion du didactique sans jamais expliquer vraiment : sur l'ensemble de la France, le bilan est très positif (c'est le message qu'il convient de retenir). Puis le rituel du journal l'exige, il faut bien produire quelques images et recueillir des réactions à chaud. Trois lieux sont choisis : une plage du Nord de la France et une plage sur la Dordogne dont les eaux ont été déclarées impropres à la baignade, une plage sur la Méditerranée ayant reçu le pavillon bleu tant convoité. La dispersion géographique atteste le caractère exhaustif du traitement du sujet ainsi que son sérieux : TF1 n'a pas hésité à envoyer des reporters aux quatre coins du pays ou à utiliser ses correspondants (cette chaîne dispose des moyens d'informer !).

A chaque fois, l'autorité en la matière, le maire de la commune concernée, donne son point de vue. Celui du Nord, bonhomme et contrit, est sincèrement déçu et

évoque les retombées négatives en terme d'image pour sa commune. Suivent les réactions de trois boutiquiers qui s'inquiètent pour leur futur chiffre d'affaires. Plus retord, le maire de Dordogne nie la réalité des faits : il voit bien que les eaux sont claires. De plus, il n'est pas question de fermer la baignade car, dans ce cas, les touristes se reporteraient en amont ou en aval : autant de clients perdus pour le petit commerce de la commune. Enfin, le maire du sud-est, arborant un magnifique sourire et de belles lunettes noires (nous sommes bien sous le soleil du Midi), se félicite des bons résultats obtenus qui consacrent un excellent « retour sur investissement » ; le tourisme étant la première activité économique du pays, les collectivités locales ont fait en sorte que les eaux soient excellentes. Fin du reportage. L'information est passée.

Qui a dit que la télévision en général et TF1 en particulier ne disaient pas la vérité ? Par sa concision, ce reportage montre bien quelles sont les hiérarchies de valeurs qui ordonnent l'action des élus locaux. A aucun moment, il n'a été question de santé publique ; les conséquences de la présence de streptocoques et autres métaux lourds dans

les eaux sur les personnes n'ont jamais été évoquées au cours du reportage. Les reporters de TF1 n'ont pas songé à demander l'avis de la Faculté et ces questions triviales n'ont pas effleuré l'esprit des responsables politiques. Par contre, la communication et surtout l'économie ont monopolisé la parole officielle ; dans ce discours, le bon fonctionnement de l'économie marchande étant subordonné à une communication efficace. Communication qui conditionne également les élections futures... Hommes de communication et hommes de pouvoir appartiennent au même monde et partagent la même idéologie.

Ainsi, dans la mesure où même les professionnels de la communication ne maîtrisent pas entièrement leurs prestations à la télévision, le spontané arrive parfois à se glisser entre les images et à laisser sourdre une part de vérité. En nous disant à quoi pensent les élus locaux, le contenu implicite de ces quelques minutes du journal de 13 h peut fort bien servir d'antidote à tous les discours électoraux... ♦

MATO-TOPÉ

28 AVRIL - 1<sup>er</sup> MAI : JOURNÉES LIBERTAIRES DE MONTPELLIER

# Que notre joie « demeure »

**Du 28 avril au 1<sup>er</sup> mai vont se tenir les « Journées libertaires de Montpellier ». Occasion privilégiée de propager nos idées, de faire le point sur nos luttes collectives, d'anticiper les évolutions en cours, elles auront aussi pour moment fort une très concrète démonstration anticapitaliste. Sous une forme inédite : une maison. Suivez le guide...**

L'ignominie de cette société peut se lire immédiatement dans deux chiffres. Alors que 120 à 150 milliards (on ne sait plus très bien) partaient en fumée dans les opérations financières scabreuses du Crédit Lyonnais, le gouvernement Balladur se glorifiait d'avoir débloqué 40 millions, entre le 15 novembre 1994 et le 15 mars 1995, pour accueillir les sans-abri durant tout l'hiver. Encore avait-il fallu que l'opinion s'émeuve devant les morts de froid qui dérangeaient l'ordonnance de la république notariale et bien pensante. On parle de 500 000 SDF en France. Pour assurer la survie d'un demi-million de personnes, l'Etat a donc consenti un effort qui représente au plus un trois millièmes des pertes bancaires qu'un seul mégalomane a été encouragé à effectuer. Une goutte à partager entre d'innombrables meurt-la-faim d'un côté, de l'autre un océan pour quelques uns (car l'argent, bien sûr, n'est pas perdu pour tout le monde).

Cette situation, naturellement, n'est pas nouvelle. Mais rarement le capitalisme aura été aussi loin dans son mépris des individus et sa logique féroce de paupérisation des masses. Non seulement il n'y a aucun secours à attendre de l'Etat mais il faut se préparer à voir le talon de fer du Capital écraser sans scrupule ceux qu'il rejette. Et nous sommes tous en train de devenir des inadaptés sociaux car qui peut véritablement s'adapter à une société toujours plus inhumaine ?

De ces réflexions, les compagnons des Cévennes du Collectif d'Habitat d'Urgence Totale (CHUT) ont tiré la logique ultime. Il s'agit pour eux, tout simplement, d'une question de survie de l'espèce. A leur initiative, une maison individuelle va être éditée dans le cadre de l'Ecole d'Architecture de Montpellier. Surface habitable : 33 m<sup>2</sup>. Prix de revient : 25 000 F. Oui, on peut, à l'heure actuelle, construire une vraie maison (et jolie en plus) pour la valeur approximative d'un RMI. Oui, on peut, à l'heure actuelle, utiliser comme matériaux de construction performants une foule d'objets quasiment sans valeur marchande. Oui, on peut, à l'heure actuelle, mobiliser les énergies, les solidarités, les intelligences pour bâtir des lieux de vie autonomes. Car l'autonomie, c'est bien le maître-mot de cette entreprise où énergie, chaleur, eau sont auto-produits et s'insèrent dans la chaîne écologique tandis que l'habitat est associé à un espace naturel de production alimentaire.

## Propagande par le fait

Qu'on ne s'y trompe pas, la maison en question n'a rien d'une cabane en paille. C'est une véritable habitation, solide, fonctionnelle et, qui plus est — on l'a déjà dit — esthétique. Le bois cordé, le béton, mais aussi des bouteilles... et de la lie de vin (pour la colorer) entrent dans ses composants. Les plans existent, la liste des matériaux et les fournisseurs où s'adresser pour respecter les coûts, également. Il ne manque plus qu'à la bâtir pour démontrer que ce pari sur l'imagination, l'invention et la créativité peut devenir réalité. C'est ce qui se fait actuellement en mobilisant de nombreuses personnes. A titre individuel, plusieurs adhérents et sympathisants du groupe FA de Montpellier participent à l'opération. Celle-ci doit se poursuivre lors des Journées libertaires, durant lesquelles la maison sera exposée, accompagnée d'une solide documentation. Un des initiateurs du projet explique : « L'important est de sécuriser les plus fragiles. Avoir un endroit où vivre est aussi la condition élémentaire de toute

liberté. Cette maison démontre, s'il en était besoin, que l'immobilier aujourd'hui c'est le vol, que l'on pourrait très bien loger tout le monde et dans de meilleures conditions que ce qui se fait actuellement. A contrario, si l'expérience se diffuse, elle donnera au plus pauvre non seulement un abri mais surtout une force nouvelle. En gros, un peu de répit contre l'exploitation d'abord, une base d'attaque contre le système ensuite. » Dans tout les cas, cela reste une formidable leçon concernant l'action collective. Au cœur des Cévennes, les gens viennent véritablement de tous les horizons pour participer, ne serait-ce qu'une demi-journée à la construction. Aucune atmosphère religieuse ou humanitariste, là-dedans ; mais la joie, et un travail enragé aussi. Comme si chaque mur qui s'élevait contribuait à ôter une pierre à l'édifice du capitalisme. Dans quelques jours, les travaux seront achevés (enfin, on l'espère). Il faudra alors démonter la maison pour la transporter par camion à Montpellier et la remonter comme un kit d'habitation. Toute la population montpelliéraine sera invitée à constater qu'il est possible de commencer à changer la réalité écrasante que nous imposent les politiciens et de vivre notre vie non plus comme une fatalité et une angoisse mais comme une entreprise collective et autonome. On appelle ça la propagande par le fait.

ALEX CLERGUE

## Le programme des « Journées libertaires 95 » de Montpellier

• **Judi 27 avril**, 20 h 30 : concert à « Mimi-la-Sardine » (Montpellier).

• **Vendredi 28 avril**, salle Rabelais, boulevard Sarraïl, Esplanade-Montpellier :  
— 14 h - 17 h : « Nécessité de l'écriture, nécessité de la subversion » ; « Littérature et Subversion » ;  
— 18 h : *Lumière noire*, film de Med Hondo, d'après un polar de Didier Daeninckx (sous réserve) ;  
— 21 h : spectacle : Gérard Santi, accompagné du pianiste Christian Lavigne.

• **Samedi 29 avril**, salle Rabelais :  
— 10 h - 12 h : « Tiers monde : une alternative au développement » ;  
— 14 h - 17 h : « Les promesses de l'Education » ;  
— 17 h - 19 h : « Flexibilité, précarité, chômage... Hier esclaves, aujourd'hui flexibles, où est le progrès ? »  
— 21 h : spectacle : Romain Bouteille et Saïda Church-Hill, dans *Coupeurs de virages*.

• **Dimanche 30 avril**, salle Rabelais :  
— 10 h - 12 h : « Atelier de l'Utopie : de l'impossible au possible ? » ;  
— 13 h 30 - 16 h : « Vers l'Anarchie » ;  
— 16 h 30 - 19 h : « Le rôle de la satire » ;  
— 21 h : grande soirée du rire provocateur, avec des artistes locaux, dont : Daniel Villanova, Doux-Douille, Dédé en Bulles...

• **Lundi 1<sup>er</sup> mai**, à partir de 12 h : rendez-vous au Parc du château, à Clapiers, pour un pique-nique à prévoir (grill à disposition). Musique et jeux (pour les petits).

Renseignements : CJL 95, BP 11, 34830 Clapiers.

## RENDEZ-VOUS

### SAINT-DENIS

Aux clients de Publico et aux abonnés, qui disposent du ML la veille de sa sortie en kiosque : le groupe Poulaillé organise une conférence sur les sectes, avec Xavier Pasquini (*Charlie-Hebdo*), le mercredi 19 avril, à 20 h 30, à la Bourse du travail de Saint-Denis, rue Bobby-Sands (M<sup>o</sup> Saint-Denis-Porte-de-Paris).

### ARTIGUES (ARIÈGE) ET PERPIGNAN

Le chanteur libertaire Christian Leduc est en tournée dans le sud. Spectacle : 30 F.  
• Vendredi 21 avril, 21 h 30, au Centre « Les Marmottes » d'Artigues. Tél. : 68.20.40.76.  
• Samedi 2 avril, 21 h 30, au local du groupe Puig-Antich, 2, rue Théodore-Guiter, à Perpignan. Repas avant chaque spectacle : 30 F.

### BAGNOLS-SUR-CÈZE

Le jeudi 27 avril, à 20 h 30, le groupe FA du Gard organise une conférence-débat, animée par l'équipe de l'école Bonaventure d'Oléron, sur le thème suivant : « Bonaventure... une école libertaire ». Cette conférence-débat aura lieu en salle D du Centre culturel Léo-Lagrange, place Flora-Tristan, à Bagnols-sur-Cèze.

### BRUXELLES

Nos camarades bruxellois de la FA vous convient, le lundi 1<sup>er</sup> mai, dès 13 h, au Centre libertaire (65, rue du Midi), qui sera le cadre de débats et d'une fête :  
— 14 h : « Réduire le temps de travail, pourquoi, comment ? », débat animé par Ricardo Petrella, Daniel Biro et Elisabeth de la CNT ;  
— 17 h : « Pour une société libertaire », débat animé par le Centre libertaire et des militants de la Fédération anarchiste ;  
— 20 h, concert avec le GAM, suivi d'une soirée festive. En permanence, vous pourrez assister à des projections de vidéos : *Un Autre futur ; Barcelone 42 ; L'Ecole libertaire Bonaventure ; L'Après 36...* et fréquenter les tables

### « Un RMI = une maison »...

à visiter le matin du samedi 29 avril et du 2 au 15 mai à l'Ecole d'Architecture de Montpellier.

Documentation, exposition, renseignements dans le cadre des « Journées libertaires de Montpellier », salle Rabelais, boulevard Sarraïl du 28 avril au 1<sup>er</sup> mai 1995.

de presse d'Alternative libertaire, de la FA, de la CNT, de l'FOCL, de l'Union des anarchistes, du Front antifasciste. Renseignements auprès d'Alternative libertaire, au : 19.32/2.736.27.76. Groupe FA de Bruxelles c/o Centre libertaire, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles (Belgique).

### POITIERS

Le vendredi 21 avril, à 20 h 30, le groupe Berkman de la Fédération anarchiste et le CARES vous convient à un concert de rock à caractère anti-électoral : « C'est la société qu'il faut changer ! », qui sera animé par Oxyrius (Poitiers), Abdomen (Poitiers) et Kochise (Paris). Ce concert aura lieu au Garage à vélo, sur le campus universitaire. Entrée : 30 F. Permanence du groupe : mercredi de 16 h à 19 h, impasse des Communaux (rue Cornet), à Poitiers. Groupe Berkman c/o ML Vienne, Le Bourg, 86800 Lavoux.

### GRENOBLE

Le groupe Jules-Vallès de la FA tient une permanence chaque mercredi, de 15 h 30 à 17 h, au 102, rue d'Alembert, dans le local du CDESJ.

### LE MANS

A l'appel du groupe FA, vendredi 21 avril, 19 h 30, rendez-vous devant la Maison des Associations, 4, rue d'Arcole, pour manifester contre la venue de Charles Pasqua et les lois sécuritaires.

### SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor-Makhno de la FA vous invite à manifester le lundi 1<sup>er</sup> mai. Rendez-vous à 10 h, devant la Bourse du travail. Pour ne pas laisser l'initiative aux politiciens, le groupe organise une conférence-débat sur le thème : « Préparons le 3<sup>e</sup> tour social », le jeudi 4 mai, à 20 h, salle Sacco-Vanzetti, Bourse du travail, cours Victor-Hugo.

RUSSIE : DÉCLARATION COMMUNE DU GASR ET DE L'USO

## Cessez la guerre en Tchétchénie ! Non à un nouvel Afghanistan !

Ceux qui sont au pouvoir dans notre pays font de nouveau la guerre. En Tchétchénie, subissant la répression des troupes russes, coule le sang de ses habitants. Des femmes et des enfants sont tués ; les maisons et les hôpitaux sont détruits ; les soldats russes périssent aussi. Pourquoi ?

Le gouvernement et le président nous disent : « Il faut liquider un foyer de conflit sur le territoire de la Tchétchénie ». Mais qui a tout fait pour exciter ce conflit ? Qui a rendu les tanks, l'artillerie et les munitions aux opposants — aux criminels comme Labazanov ? Qui a envoyé des mercenaires armés et entraînés ? Ce sont les mêmes autorités de la Russie qui prétendent aujourd'hui, hypocritement, jouer un rôle de « pacificateurs ». Non, ce n'est pas la paix dont ils ont besoin. Leur credo est un vieux principe impérialiste : « divise et règne ». « Que ces Tchétchènes s'entre-gorgent, il sera plus facile de leur imposer notre pouvoir. »

On nous dit que le but de ces opérations militaires est de « rétablir la démocratie en Tchétchénie, de sauver son économie, de mettre un terme au développement de la criminalité... ». Mais qui a voué la Tchétchénie à la famine, à la faillite, à la détresse ? Les autorités russes ! Et ce sont elles qui portent la responsabilité d'une croissance de la criminalité dans notre pays et non les « personnes de nationalité caucasienne ». Quand la nomenklatura — ancienne et présente — se remplit les poches aux frais des travailleurs ; quand le pillage du peuple est fait à l'échelle de l'Etat ; quand le gouvernement protège les coquins de tout rang ; quand on peut exprimer l'idéologie officielle du régime en un mot d'ordre comme : « Enrichissez-vous à tout prix !... le comble de lâcheté est de parler des « racines tchétchènes » de la criminalité, et le comble de la sottise est de le croire. Quant aux discours sur la « démocratie », c'est la même chose. Est-ce qu'en Tchétchénie il y aura une démocratie si un quelconque Avtourkhanov entre dans Grozny sur un tank, et occupe la place de Doudaev ?

L'argument principal de ceux qui ont envoyé des troupes en Tchétchénie est une « nécessité de conserver l'indivisibilité du territoire de la Russie ». Mais qui dit que le peuple tchétchène veut qu'on le dirige de Moscou ? Il n'est pas volontairement entré dans la Russie. Au siècle dernier, l'autocratie russe conquérait le Caucase, et ceci prit quarante ans. Durant quatre décennies, les montagnards résistèrent héroïquement à l'occupation. Ils ne se sont pas résignés à la transformation de leur pays en colonie de l'empire tsariste, puis « soviétique ». Ils n'oublièrent pas les férociétés d'un régime stalinien qui a exilé les Tchétchènes de leur patrie.

Maintenant, la démocratie d'Eltsine montre son fond impérialiste au peuple tchétchène. En essayant

d'empêcher à tout prix le peuple de déterminer son sort, le pouvoir « démocratique » se manifeste comme un vrai successeur de l'autocratie et du totalitarisme. Non sans raison, le pouvoir s'est associé à une « opposition patriotique ». Le langage d'Eltsine et de Tchernomyrdine est devenu très semblable à celui de Jirinovski et de Babourine. Les « communistes » se solidarisent avec cette alliance, car ils voient la source de tous les maux actuels dans la destruction des structures bureaucratiques de l'URSS. Ils considèrent, de ce fait, que la Tchétchénie a reçu trop de souveraineté.

Ainsi tous les principaux groupes politiques de la classe dirigeante de la Russie se réunissent sur la base de leurs ambitions impérialistes. C'est leur guerre. Ils ont besoin d'un pouvoir économique et politique, de positions stratégiques dans le Caucase. Enfin, ils ont besoin du pétrole tchétchène pour augmenter leurs capitaux.

Ils se fichent du sang et de la douleur, quand il s'agit du pouvoir et de l'argent. Ce ne sont pas leurs enfants et leurs frères qui deviennent des assassins ou périssent eux-mêmes en Tchétchénie. Les gens simples font la guerre, alors que les gens au pouvoir se partagent les profits et les sphères d'influence.

Notre histoire connaît déjà tout cela. Le dernier exemple en est l'Afghanistan. Notre peuple y a payé très cher les tentatives du Bureau politique d'élargir son domaine. Cela se répétera, si l'on ne cesse pas la guerre dès aujourd'hui. Certes, on peut occuper Grozny, écraser les milices populaires tchétchènes incorporant vieillards et adolescents, inonder toute la Tchétchénie de troupes, mais il est naïf de penser que tout cela résolve le problème. Au Caucase, commencera une guérilla de longue durée contre les forces d'occupation — une guerre dans laquelle des dizaines, peut-être des centaines, de milliers de gens seront tués.

Boris Eltsine espère que son aventure en Tchétchénie lui permettra de résoudre les problèmes intérieurs à la Russie. Premièrement, la guerre doit détourner l'attention du peuple des problèmes économiques et sociaux actuels et canaliser le mécontentement des masses en direction d'un « ennemi tchétchène ». Deuxièmement, pour s'opposer à une prétendue « menace tchétchène », on pourra rendre le régime plus dur (surtout au cas où auront lieu des grèves ou d'autres manifestations indésirables des travailleurs). Déjà, maintenant, les troupes de l'intérieur entrent dans Moscou, les autorités expriment leur mécontentement au sujet d'une triste « liberté de la presse ». Guerre et dictature vont ensemble.

Les travailleurs russes n'ont rien à gagner à être distingués des simples tchétchènes. Nous avons des problèmes communs et un ennemi commun : l'Etat bourgeois bureaucratique, qui

organise les guerres dans l'intérêt d'une élite parasite.

Aujourd'hui, chaque honnête homme, qui ne veut pas que la terreur eltsinienne en Tchétchénie soit réalisée en son nom, doit se dresser contre l'agression, contre la guerre, contre un nouvel Afghanistan. Les hommes politiques, le concert des nations, se taisent, le peuple doit donc prendre la parole !

Il ne faut pas oublier que les guerres de pillages, de conquêtes, sont un moyen inévitable de toute politique de la classe et du régime dominants. Pour liquider les aventures absurdes et criminelles, les travailleurs doivent créer leurs propres organisations fortes et indépendantes, capables de contrôler la vie sociale.

Non à l'impérialisme et à l'agression ! Les troupes russes hors de Tchétchénie ! Vive la solidarité internationale des travailleurs ! ♦

L'UNION OUVRIÈRE  
SOCIALISTE  
ET LE GROUPE des ANARCHO-  
SYNDICALISTES  
RÉVOLUTIONNAIRES

HONGRIE

## A Agnès (A'gi) Hochberg

Une brève et terrible lettre nous porte une nouvelle difficile à accepter : le 2 mars, pendant qu'elle faisait une conférence à l'Université de Budapest, son cœur s'est arrêté pour toujours. Et c'est comme ça qu'Agnès, à l'âge de 31 ans, nous a quittés. On l'avait connue en mars 1990, quand, avec deux compagnons du groupe Autonomia de Budapest, elle était venue en Italie pour présenter un livre sur la révolte hongroise de 1956 et pour participer aux réunions préparatoires d'une rencontre internationale à Trieste, en avril 1990.

Après, elle avait participé, avec la délégation hongroise, à cet important colloque qui rassemblait pour la première fois le mouvement libertaire de l'Est et de l'Ouest, après la chute du mur de Berlin.

Depuis ce jour-là, on l'a vue souvent : à Paris, pour la rencontre internationale du 1<sup>er</sup> mai 1990 ; à Valence, lors du congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes (IFA) ; encore en France, pour le congrès de la FA ; aux Etats-Unis, au congrès de la Fédération anarchiste révolutionnaire « Love and Rage ».

En Italie, elle avait participé dernièrement au congrès de Milan de la Fédération anarchiste (FAI), en avril 1994.

Partout, elle avait apporté l'expérience du groupe anarchiste de Budapest, de la Fédération anarchiste hongroise en train de se constituer.

D'origine juive, elle avait beaucoup souffert des persécutions nazies faites à sa famille.

Son militantisme n'était pas que dans le mouvement anarchiste. Féministe, elle a participé également à l'activité des mouvements de lutte contre les violences faites aux femmes durant la guerre en ex-Yougoslavie. De la même façon, elle soutenait les luttes de défense de l'identité homosexuelle.

Actuellement, elle était chercheuse à l'Université internationale de Fiesole, près de Florence (Italie). Elle travaillait sur le mouvement de contestation de 68 et sur les mouvements féministes d'Italie et de Hongrie.

Après avoir passé un an aux Etats-Unis, elle était rentrée pour quelques mois dans sa ville natale, pour compléter son travail. La mort, imprévisible et inattendue, l'a frappée, comme elle nous a frappés, en nous laissant un vide dur à supporter.

Ciao A'gi ! ♦

Traduit d'UMANITA NOVA  
(hebdomadaire de la Fédération anarchiste italienne)

## « Douces » émeutes iraniennes

Depuis la fin du conflit Iran-Irak (vaste opération de répression déguisée de l'insurrection populaire de 1977-1979), les pauvres d'Iran reprennent leur ouvrage là où ils l'avaient malencontreusement confié aux mollahs : dans l'émeute.

1992 est l'année de la reprise de la guerre sociale. Cette année-là, le Coran a brûlé dans les rues (1). Au mois d'août 1994, les gueux de la ville de Kazvin se sont insurgés deux jours durant et se sont attaqué aux banques, aux commerces et aux symboles officiels (2). En somme, à tout ce qui pourrait leur vie.

Les choses s'accélérent. C'est aujourd'hui la banlieue de Téhéran qui s'embrase. A Akbar Abad pour commencer, puis dans la même ville, Islamsahr, où l'insurrection qui allait faire tomber le Shah avait commencé. Confronté à leur misère, les adolescents des cités dortoirs iraniennes ont, semble-t-il, décidé d'appliquer ce vieil adage : « Contre le chômage et la vie chère : vol, pillage, sabotage ». Les banques ont à nouveau brûlé ; les centres commerciaux ont été délestés (avant d'être incendiés) ; les vitrines ont naturellement été brisées. Comprenant parfaitement, selon toute vraisemblance, les liens organiques qui unissent l'économie et l'Etat, les insurgés ont logiquement étendu leur critique du monde et mis à sac des bâtiments gouvernementaux (ils ont victorieusement pris d'assaut le commissariat principal d'Akbar Abad (3). Dans toutes les banlieues, l'ennemi (la canaille policière) est le même. Il est bien évident qu'un pouvoir, qui est né de tels élans spontanés et ravageurs, ne pouvait que réprimer de la manière la plus ferme (4) cette soudaine et fort mal à propos envie de vivre, manifestée par ces jeunes pauvres, mal léchés. C'est que l'Iran est un pays comme n'importe quel autre. Avec sa crise et donc ses sacrifices à imposer (inflation galopante, chômage très important, exode rural massif et un entassement humain qui en est

consécutif à la périphérie des grandes villes). La base populaire, qui avait porté le clergé là où il est actuellement, se dérobe. Le pouvoir se fragilise considérablement. Bien qu'il ait en partie répondu aux attentes sociales qui avaient été le prétexte à l'organisation du désordre de 1977-1979 (protection financière et aide alimentaire conséquentes pour les plus démunis), il n'a pas été à la hauteur de ce que les pauvres exigeaient de lui. Il n'a pas changé réellement leur condition, et ils ont décidé de le lui faire payer. Ce pouvoir a bien saisi l'ampleur du désastre et a piteusement tenté d'endormir les foules émeutières après Kazvin. Il a prétendu que le ralentissement de la libéralisation de l'économie (ce qui a fort dépli du côté du FMI et de la Banque mondiale), décidée le 8 août 1994 par le Parlement iranien, serait un remède à la misère des gens. Ce mensonge vient d'être magistralement ridiculisé.

Après les événements d'août, cette vieille canaille d'Ali Khamenei (chef spirituel de la République islamique) avait fait cette judicieuse remarque : « La justice sociale [doit] prendre le pas sur le développement économique. » (5). Mais en Iran, la religion ne peut plus être une arme contre l'oppression (ce qu'elle est encore dans de nombreux pays, et l'exemple de l'Algérie n'est pas le moindre) puisqu'aujourd'hui, c'est elle qui tient les matraques ; et ce genre de discours n'endort apparemment plus les Iraniens qui ont, semble-t-il, compris, plus que d'autres, que la lutte contre la vie chère se faisait dans la rue. ♦

BERTRAND L.  
(gr. Ubu - Paris)

(1) *Le Monde libertaire* n° 882, octobre 1992.

(2) *Le Monde* du 5 août 1994.

(3) *Libération et El País* du 5 avril 1995.

(4) Tirs sur la foule émeutière, jets de gaz anti-émeute à partir d'hélicoptères, quadrillage policier par les pasdaran, ces gardiens de la contre-révolution iranienne.

(5) *Le Monde* du 10 août 1994.

L'ÉCONOMIE POUR TOUS

# « Parlant pognon, mon petit »

## Oncle Bernard - éd. Syros

**S** OYONS HONNETES : lorsque nous lisons la presse, la seule vue du mot « économie » provoque souvent en nous un désintérêt total, une sensation profonde d'ennui. La déflation, l'inflation, la récession, la croissance, la monnaie unique, la CSG, le marché, le capital... Stop ! N'en jetez plus. C'est déjà le vertige, cette peur du vide, de l'inconnu, qui font que les hommes respectent le sorcier, le gourou, le chef, le leader, le Duce, le spécialiste, le président, l'Etat, l'autorité, l'ordre. L'ordre des choses est, justement, que ça continue. Que l'économie continue comme un mouvement perpétuel, donc impossible à remettre en cause. Qu'elle demeure une science, une discipline, réservée aux économistes et aux politiciens. Qu'elle soit intouchable, sacrée. L'économie est là, comme le soleil, le vent, la pluie, et nécessaire à la vie.

Oncle Bernard, avec ses leçons d'économie politique, rappelle, chaque semaine aux lecteurs de *Charlie Hebdo* (1), que l'économie est la mort.

« *Lune des grandes barrières détruites par le capitalisme moderne est celle du temps. Le temps circulaire, avec des repos, des fêtes, des saisons et des nuits. La grande chaîne du capitalisme financier, celle qui l'attache à ta géologie terrestre, commence à Londres, puis passe (dans l'ordre décroissant des transactions) à*

*New York, Zurich, Hong-Kong, Francfort, Paris, Sydney... Londres représente 27% des échanges de monnaies. Paris 3%. Dans ces villes, sont produites des écritures électroniques, qui marquent plus sûrement que le signe au front des forçats ta place dans le labeur international. Un jour, toute la mémoire monétaire de ce marché mondial s'évaporerait comme un ordinateur qui se vide et les hommes respireront, libres, en levant les yeux vers les étoiles. Mais ce n'est pas pour demain. »*

C'est ce demain qui nous (les anarchistes, entre autres) fait marcher, résister, s'associer et tirer des plans pour la société future. Oncle Bernard semble se cantonner à la critique de l'économie. C'est peu, pourrions-nous penser. Et c'est déjà beaucoup. Car les théories, sans la capacité de comprendre et ressentir l'économie pour ce qu'elle est — intolérable — ne restent que des théories... (Jeune travailleur, je découvris avec stupeur que mon patron partageait avec moi nombre d'idées révolutionnaires... mais pas question de partager « son » fric !)

Les leçons d'économie politique d'Oncle Bernard (2) sont salutaires. Elles expliquent les dessous de la valse des billets de banque, pourfendent les capitalistes, les banquiers, mais aussi les pions qui collaborent à ce système, avec une affection toute particulière pour le cadre : « *Cet âne qui se croit riche parce qu'il transporte l'or et l'argent de ses maîtres.* »

« Pour aller à gauche, c'est par où ? ». Cette question est présente depuis toujours, parmi l'équipe de *Charlie Hebdo*. Oncle Bernard se dit, lui aussi, « viscéralement de gauche », tout en dénonçant sans concession la gauche. Celle qui a toujours existé : la social-démocrate ou l'héritière des multiples tendances du communisme autoritaire. Peut-être n'est-ce qu'une simple question de vocabulaire ? Alors pourquoi ne pas rompre avec ce mot, « gauche », qui désigne ces courants politiques qui n'ont jamais démontré que leur persévérance à combattre les tentatives d'émancipation du peuple ?

La droite, la gauche, et leurs extrêmes, ce sont des conceptions, certes différentes, mais toutes autoritaires, de la société. Si l'on veut en finir avec l'économie, le

capitalisme, ne faut-il pas en finir aussi avec la gauche, réelle ou mythique ? ♦

LAURENT FOULLIARD

(1) *Charlie Hebdo*, chaque mercredi en kiosque. Prix : 10 F.

(2) *Parlant pognon, mon petit*. Leçons d'économie politique, Oncle Bernard, éditions Syros. 200 pages. Dessins de Bernar, Cabu, Charb, Gédé, Honoré, Luz, Riss, Siné, Tignous et Willem. En vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 95 F (+ 10% de frais de port).

## LA PETITE SEMAINE

### Le votard

Parmi l'avalanche de sondages plus ou moins stupides qui accompagnent désormais toute supercherie électorale d'importance, l'un d'entre eux permet aux analystes forcément pertinents d'un grand quotidien du soir de prétendre en termes feutrés que les Français sont mécontents de leur classe politique.

Pourquoi ? Parce que 56% d'entre eux estiment que le métier de politicien n'est pas honorable et que 62% pensent que les dirigeants sont corrompus.

Le bon sens et la raison — moins indispensables à l'électeur, il est vrai, que sa carte nationale d'identité — voudraient qu'on déserte l'isoloir et qu'on ne confie pas sa destinée à ces personnalités que des jugements aussi sévères condamnent irrémédiablement.

Il n'en sera rien, bien sûr, et ce prochain 23 avril, quels que soient les résultats, sonnera une fois encore le triomphe satisfait du votard, con et fier de l'être. ♦

FLORÉAL

## Nouvelles du front

### DIJON : DAVID BLANCHARD EN PROCÈS

David Blanchard a demandé et obtenu le statut d'objet de conscience en 1988. Au bout de dix mois de service civil, il a choisi de désertier et rejoint la coordination « On arrête tout ! », et ce afin de protester contre l'inégalité des temps de services civil (le double) et militaire. Pour cette désertion, il est appelé à comparaître au tribunal correctionnel de Dijon, palais de Justice, 13, boulevard Clemenceau, le mardi 25 avril, à 14 h.

Pour un soutien efficace, soyons nombreux lors de son procès. Rendez-vous à 13 h 45 devant le tribunal.

Pour protester, dénoncer cette injustice, écrivez à M. le Président de la Chambre spécialisée en affaires militaires, Tribunal correctionnel, Palais de Justice, 13, boulevard Clemenceau, 21023 Dijon.

Comité de soutien à David Blanchard c/o librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon.

### TARN : SOLIDARITÉ AVEC PIERRE SERRES

Après neuf ans de procédure et pas moins de huit procès, Pierre Serres vient de voir rejeter son recours en grâce auprès du Président de la République.

Condamné à une peine de six mois de prison ferme, il court le risque d'être arrêté et emprisonné à tout instant. Sa liberté dépend de votre solidarité. Nous ne pouvons tolérer que Pierre soit emprisonné pour avoir simplement défendu continuellement ses convictions antimilitaristes.

Pour l'heure, il est urgent de manifester votre soutien à Pierre Serres en envoyant des courriers de protestation à M. Berthomieu, juge d'application des peines (Tribunal de Grande instance, place du Palais, 81000 Albi), lui demandant de ne pas le faire incarcérer. Pour vous tenir informés, adressez-vous au Collectif des objecteurs tarnais (COT), BP 229, 81000 Albi cedex. Tél./fax : 63.38.39.55.

## Associations

### MARSEILLE : CONFÉRENCE DU CIRA

Le samedi 22 avril, à 16 h 30, Michel Gornes animera un débat sur le thème : « Nouvel ordre mondial ou barbarie ? » au Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA), 3, rue Saint-Dominique (à l'angle de la place des Capucines), métro Saint-Charles, à Marseille.

### PARIS : « DÉFENSE DE L'HOMME »

« Travail ou loisir... il faut choisir ! (le paradoxe de la misère dans l'abondance) », tel est le thème de la conférence de l'association « Défense de l'Homme », qui se tiendra le lundi 24 avril, à partir de 19 h 30, à la salle de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (RER Luxembourg), 75005 Paris.

### TRÉLAZÉ : COLLOQUE DE LA LIBRE PENSÉE

Le groupe Francisco-Ferrer de la Libre Pensée vous invite à son colloque régional : « Le Temps des cerises contre le Temps des prêtres... Evocation des commandants, de Jean-Baptiste Clément à Louise Michel », le samedi 29 avril, de 9 h 30 à 17 h 30, au Centre Ginette-Leroux, avenue de la République, 49800 Trélazé.

Réservez le déjeuner auprès de Dominique Barbier, 8, rue de la Tremblaye, 49610 Mûrs-Erigné. Par ailleurs, le groupe édite un bimestriel, *Ce qu'il faut savoir*. Pour vous le procurer, adressez-vous à Dominique Barbier.

### LILLE : MANIFESTATIONS DU 1<sup>er</sup> MAI

• Manifestation avec la CGT et la CNT-AIT à 10 h, place Sébastopol (téléphonez au 20.47.62.65, pour confirmation) ;

• Rencontre-débat, à partir de 14 h 30, au Centre culturel libertaire, 1-2, rue Denis-du-Péage (métro

Fives), avec la projection de films sur les Indiens du Chiapas et sur André Bösiger (syndicaliste révolutionnaire jurassien). Entrée libre.

### ALBI : CONFÉRENCE DE LA LIBRE PENSÉE

La Fédération du Tarn de la Libre Pensée organise une conférence publique, le mercredi 3 mai, à 20 h 30, amphithéâtre 2, université d'Albi, sur le thème : « Voltaire et l'affaire Calas », animée par Georges Mailhos, professeur de littérature française à l'université Toulouse-Le Mirail, auteur d'une thèse sur Voltaire.

### PARIS/LEVALLOIS : COLLECTIF « SOURIEZ, VOUS ÊTES FILMÉS »

Un collectif s'est constitué sur Paris contre la vidéo-surveillance. Il mène, notamment, une campagne contre le système de vidéo-surveillance en cours sur la commune de Levallois (rassemblement le dimanche). A cet effet, une pétition circule. Pour vous la procurer, écrivez à « Souriez, vous êtes filmés » c/o Jean-Pierre Petit, 14, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

### PARIS : BULLETIN DE LA 2<sup>e</sup> UR-CNT

Le n° 48 du *Bulletin d'information* de la 2<sup>e</sup> Union régionale CNT est paru. Pour vous le procurer gratuitement, écrivez à : CNT/2<sup>e</sup> UR, BP 4, 75421 Paris cedex 09.

### NÉONS-SUR-CREUSE : YVES CHAMPIGNY CHANTE GASTON COUTÉ

Yves Champigny vient de sortir un CD comprenant seize titres de Gaston Couté, parmi les plus significatifs du poète, désormais reconnu comme un très grand. Prix : 110 F (port non compris). A commander à ACEL Théâtre, 36220 Néons-sur-Creuse. Tél. : 54.37.73.63. Les chèques sont à libeller à l'ordre de l'association.

### FORUM de la LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

Samedi 22 avril - 16 h 30

avec Oncle Bernard

(de *Charlie Hebdo*)

pour son livre

« Parlant pognon, mon petit.

Leçons d'économie politique » (éditions Syros)

♦ ♦ ♦

Oncle Bernard

sera sur les ondes

de Radio Libertaire (89.4)

le samedi 22 avril

entre 10 h et 11 h 30

### ALAIN AURENCHÉ

VENDREDI 21 AVRIL - 22 h 30

Théâtre de Nesle (M<sup>e</sup> Odéon), 75006 Paris.

Tél. : 40.31.79.18.

avec W. Anselme, J.-M. Brac, L. Capart, J.-L. Debattice, F. Elkoubi, Pierre-Henri, X. Lacouture, A. Leprest, Y. Mahé, Manu, A. Mirapeu, C. Paccoud, V. Pestel et (au piano) J.-L. Beydon

♦ ♦ ♦

Alain Aurenché enregistre en public un CD, le jeudi 27 mai, au théâtre Jean-Vilar de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne).

## Droit à l'avortement et à la contraception... on continue !

(suite de la « une »)

courant avril et une réunion de tous les Centres est convoquée le 24 juin en vue d'une action nationale à la rentrée. Un dossier, *Riposte : mode d'emploi*, est en cours d'actualisation pour permettre aux personnels des Centres de se préparer à toute éventualité d'action de commando. Notamment, il semble important d'arrêter de surprotéger les consultants, et donc les informer de la situation réelle, afin qu'elles aussi réagissent.

L'information auprès des jeunes apparaît primordiale : un certain nombre de réunions publiques se sont déjà tenues dans les foyers au cœur des mobilisations estudiantines en février et mars. Mais il y a nécessité de faire plus afin que les jeunes se saisissent de cette lutte car pour le moment, né avec l'acquis (précaire) du droit à l'avortement et à la contraception, ils ne sentent pas bien les dangers qui pèsent : la remontée de l'ordre moral, certes, mais aussi la non-vigilance quant à la pratique quotidienne.

Un manifeste, que nous publions ci-dessous, et une pétition sont sortis de cette rencontre avec le souhait qu'ils servent à interpeller tous les candidats aux élections, à informer la population et à développer une mobilisation de sorte qu'une grande manifestation de rues à l'automne puisse

montrer qu'une très grande majorité n'entend pas revenir aux sombres heures de la clandestinité, des trafics financiers, des souffrances et des morts. Le droit de choisir y est réaffirmé et des revendications, qui semble-t-il avaient été enterrées, réapparaissent notamment la dépénalisation de l'avortement.

L'avortement et la contraception sont des droits fondamentaux que personne ne peut s'autoriser à imposer à autrui (1) mais que personne ne doit s'autoriser à interdire à celles qui l'ont choisi. Recréer un rapport de force est incontournable. ♦

**HÉLÈNE HERNADEZ**  
(groupe Pierre-Besnard Paris)

(1) La Conférence mondiale du Caire sur Population et développement, en septembre 1994, a bien démontré la tendance générale à imposer des mesures différentes selon la situation socio-économique des pays : stériliser de force là où la démographie apparaît trop forte aux dominants occidentaux et refuser toute maîtrise là où la population « blanche » semble en danger. Principe de natalité blanche...

Renaud, lors de fête du 28 janvier 1995 à l'Auditorium des Halles, avait envoyé un message à la Cadac : « Ce n'est qu'un début, le combat recommence ! Résistance ! Vigilance ! Votre corps est à vous. Je serais toujours à vos côtés contre les machos et les curés qui ne vous veulent que soumises et ne vous imaginent que vierges ou putains. Ces enfoirés ont peur des femmes ! Avortement obligatoire pour les mamans des papes ! »

A PROPOS DE L'« EVANGILE DE LA VIE »

## Ethique des droits humains ou morale divine

Le Pape vient de commettre une onzième encyclique, *Evangelium vitae* (Evangile de la vie), qu'il a rendue publique le 30 mars dernier. Il y accuse de « tyrannie » les Etats ayant légalisé l'avortement et l'euthanasie, il en appelle à l'objection de conscience et soutient les mouvements anti-IVG au nom de la loi divine. Christine Delphy, sociologue féministe animant la revue *Nouvelles Questions Féministes*, a réagi par un communiqué de presse conjoint de la Cadac et du Planning Familial.

La dernière encyclique du pape confirme ce qu'on savait déjà : la hiérarchie catholique n'a aucun souci de la vie des gens ; de la vie réelle et non seulement potentielle — des gens réels — et pas seulement virtuels. En fait, elle invente et utilise un concept abstrait de vie contre la vie réelle, contre les gens réels. Comme les extrémistes que cette encyclique approuve, l'Eglise par la voix du pape se dit consternée par la mort des « innocents », ceux que d'aucuns appellent les « tout-petits ». On s'attendrait à ce qu'en toute logique, elle entende par là les bébés et les enfants qui sont violés, martyrisés et finalement tués dans le secret des familles — deux par jour en France. Mais non. Pas un mot de ces meurtres. Là est pourtant le test de sa sincérité. Comment croire, après, que ces gens — le pape, la hiérarchie, les intégristes — se préoccupent vraiment du sort des fœtus (qui ne sont pas des personnes) quand le sort des vrais enfants les laisse si indifférents ? Comment ne pas penser que leur seule motivation est de combattre la liberté des femmes ? Ceci est confirmé quand le pape

considère que le droit à la vie d'un fœtus est intangible, tandis que celui d'un condamné à mort ne l'est pas. Le pape encourage les avortements clandestins et les rapports sexuels non-protégés : il n'a pas un mot de compassion pour ces mortels, et il veut même en multiplier le nombre. Ce pape a du sang sur les mains. Alors de quelle vie parle-t-il ? La vie n'est pas une valeur absolue, c'est une valeur dans la mesure où c'est le premier droit des personnes humaines. Donc la première valeur, c'est la personne. Séparée de la notion de personne humaine, et de sa valeur intrinsèque, la « culture de vie » (sic) n'a plus de sens, et peut même acquérir, comme on l'a vu avec le nazisme, et avec le pape aujourd'hui, un sens contraire aux valeurs humaines et à ses buts affichés. Elle peut être et elle est utilisée pour renforcer le pouvoir des dominants, des hommes sur les femmes, des parents sur les enfants, des vieux sur les jeunes, au prix de la mort pour une quantité non négligeable de dominés. Telle est la signification donnée par le pape, aujourd'hui comme hier, à la

soumission de la vie humaine à un être transcendant : c'est en fait la soumission à un ordre social qui n'hésite pas à « faire des exemples » et à tuer à l'occasion.

Mais l'éthique fondée sur la personne ne cesse de progresser au niveau international et national ; c'est elle qui informe aussi bien la déclaration universelle des droits que l'action des multiples groupes qui militent dans beaucoup de domaines et dans le monde entier : pour le droit à disposer de son corps, de mourir dans la dignité, le droit au logement et à un revenu autonome...

L'encyclique élargit le fossé entre les principes qui inspirent les droits humains et la morale divine, et ceci ne peut que contribuer à discréditer la religion. Car ce n'est pas tant parce qu'elle refuse le pluralisme ou la laïcité que la religion se coupe du corps social, que parce que sa doctrine est de plus en plus contraire aux droits humains et donc immorale. ♦

**CHRISTINE DELPHY**

## Droit à l'avortement et à la contraception MANIFESTE

Le droit à l'avortement n'a pas créé l'avortement : il a simplement mis fin à l'avortement clandestin avec son cortège de morts — de 300 à 1 000 par an —, de souffrances physiques et psychologiques, de séquelles invalidantes (dont la stérilité) et de trafics financiers sur le corps des femmes.

Dans les années 70, les femmes ont refusé de continuer de payer ces prix exorbitants pour l'exercice d'une de leurs libertés fondamentales. Elles ont, par leurs luttes, conquis la loi de 1975.

Cette loi ne reconnaît pas un droit fondamental des femmes : elle ne fait que « tolérer » l'avortement, et l'entoure de conditions restrictives ; en dehors de ces conditions, il reste un délit, ce qui est inacceptable.

De plus, cette loi est mal appliquée : les centres d'IVG n'ont pas de statut, beaucoup d'hôpitaux ne pratiquent pas d'avortements, les médecins abusent de la clause de conscience ; les services encombrés font attendre les femmes plusieurs semaines pour un rendez-vous, et ensuite leur refusent un avortement sous prétexte qu'elles ont dépassé les délais légaux, qui sont parmi les plus courts d'Europe (dix semaines de grossesse). La conjonction de cette pénurie avec les délais légaux fait que 5 000 femmes par an sont obligées d'aller avorter aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne ou en Catalogne.

L'impossibilité partielle de l'avortement ne diminue donc pas le nombre des avortements que l'interdiction totale à laquelle les extrémistes de droite veulent

revenir. Mais elle complique considérablement la vie des femmes ; elle fait passer le message que les femmes doivent payer un prix plus élevé que les hommes pour leur liberté, que les femmes ne sont pas des personnes à part entière. Ce n'est pas un hasard si cette offensive contre l'avortement coïncide avec la remise en cause de tous les droits des femmes en tant que personne. Les tentatives réitérées de tous les gouvernements récents de les retirer du marché du travail et de les faire « rentrer à la maison » sont une remise en cause de leurs droits à gagner leur vie comme tout le monde. Contester, dans le domaine de la disposition de son corps, comme dans le domaine économique, le droit à l'autonomie, c'est contester le statut d'être humains des femmes. Nous ne l'accepterons ni dans un domaine ni dans un autre.

Aussi insatisfaisante, et malgré ses carences, cette loi a représenté une conquête pour les femmes. Nous protestons contre l'absence de moyens mis en oeuvre pour l'application de la loi de 1975 (dite « Veil ») définitivement adoptée en 1979. Nous demandons en particulier un statut pour les centres d'IVG, qui doivent être aussi des centres de planification ; un statut pour les médecins de ces centres dont la fonction doit cesser d'être dévalorisée ; l'intégration des pratiques d'avortements dans la formation initiale de tous les médecins.

Nous demandons aussi que la loi de 1974 sur le remboursement de la contraception soit appliquée et étendue et que

la politique de contraception soit révisée. La levée de l'interdiction sur la publicité des moyens contraceptifs ne bénéficie qu'aux préservatifs. Nous demandons une réelle information sur l'ensemble des moyens contraceptifs. Tous les moyens de contraception doivent être remboursés. Ceux qui ne sont pas soumis à prescription médicale (spermicides, préservatifs) doivent être vendus à prix réduit.

Mais la contraception n'est pas suffisante pour de nombreuses raisons. Il y aura toujours la nécessité d'avortements et on ne doit donc pas opposer la contraception à l'avortement : ce sont les deux qui doivent être améliorés pour que les femmes puissent jouir de leurs droits.

Les opposants qui se livrent à des actions de commando doivent être poursuivis et condamnés aux termes de la loi dite Neiertz.

Nous nous opposons à toute reconnaissance d'une personnalité juridique à l'embryon et au fœtus.

En ce qui concerne la loi sur l'avortement, il est clair que ses dispositions actuelles sont insatisfaisantes : — dans leur principe, car elles transfèrent les femmes en mineures, incapables de décider par elles-mêmes. L'obligation de l'entretien préalable, les délais, et surtout le maintien de cette loi dans un cadre répressif, celui de la loi de 1920, sont incompatibles avec la dignité des femmes. L'avortement doit être reconnu comme l'un des moyens pour les femmes d'exercer leurs droits fondamentaux, ce qui exclut qu'il soit puni

ou punissable : la loi de 1920 doit être abrogée.

— sur le plan pratique, les délais que la loi fixe actuellement sont arbitraires et déraisonnables. Ils font courir des dangers aux femmes, quand ils ne mettent pas totalement en échec le but de la loi qui est que toute femme puisse avoir un avortement dans de bonnes conditions sur le territoire français. Ces délais doivent être étendus et peuvent être alignés sur ceux de la Grande Bretagne par exemple (22 semaines), voire supprimés. L'entretien doit être possible mais ne doit pas être obligatoire. Rien ne doit autoriser d'autres personnes que les femmes à juger ce qui est bon pour elles, encore moins à décider si elles « méritent » un avortement ; or, c'est ainsi que la clause de conscience est utilisée par certains médecins. Nous demandons que la clause de conscience soit appliquée dans les mêmes conditions que pour tout acte médical et non d'une manière spécifique. L'autorisation parentale pour les

mineures doit être supprimée : d'une part, elle est contraire à la Charte de l'ONU sur les Droits des enfants, charte ratifiée par la France qui stipule que ceux-ci ont droit, de leur propre chef, à tout traitement médical, et d'autre part, cette exigence est une source de retard dans le diagnostic et dans le traitement, et donc de dangers supplémentaires et inadmissibles sur la santé des mineures. Enfin, l'avortement doit être possible pour toutes les femmes présentes sur le territoire français sans condition de nationalité. ♦

**Signataires :** ANCIC (Association Nationale des Centres d'Interruption Volontaire de Grossesse et de Contraception), CADAC (Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception) et MFPF (Mouvement Français pour le Planning Familial).

N.B. : le manifeste et la pétition sont disponibles à la CADAC, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Tél. : 43.56.36.48.

### SOMMAIRE

Page 1 : Droit à l'avortement et à la contraception... On continue ! (suite p. 8), Les constats lucides de Noam Chomsky (suite p. 2).  
Page 2 : Les constats lucides de Noam Chomsky (suite de la « une »).  
Page 3 : Télévision et contrôle social.  
Page 4 : Pas de regroupement familial pour Abdelkader, TF1 et les eaux de baignade.  
Page 5 : Que notre joie « deve-nue », Le programme des « Journées libertaires 95 » de Montpellier, Rendez-vous.

Page 6 : Déclaration commune du GASR et de l'USO : Cessez la guerre en Tchétchénie ! Non à un nouvel Afghanistan !, Hongrie : A Agnès (A'gi) Hochberg, « Douces » émeutes iraniennes.  
Page 7 : « Parlant pognon, mon petit » d'Oncle Bernard, A la petite semaine : Le votard, Nouvelles du front, Associations.  
Page 8 : Droit à l'avortement et à la contraception... on continue ! (suite de la « une »), Ethique des droits humains ou morale divine, Droit à l'avortement et à la contraception.